

Comptes rendus

THÉORIE, MÉTHODE ET IDÉES

Arab Nationalism in the Twentieth Century: From Triumph to Despair

*Adeed DAWISHA, 2016, Princeton
Princeton University Press, 352 p.*

Le nationalisme arabe est un cas énigmatique et sous-étudié dans les études comparatives sur le nationalisme. Si, à la suite d'Ernest Gellner, on admet que le principe politique qui est au fondement du nationalisme est celui selon lequel les frontières culturelles, nationales et politiques doivent converger, alors on peut affirmer sans se tromper que le projet du nationalisme arabe s'est soldé par un échec aussi retentissant que son essor avait été spectaculaire. C'est la thèse que soutient Adeed Dawisha. Le projet de couronner la culture arabe d'une unité politique fut le vecteur de puissantes forces politiques et sociales au milieu du siècle dernier. Ce nationalisme a connu son apogée durant les années 1950 sous la gouverne de Nasser en Égypte. Des réseaux de communalisation rivaux (confessionnels, ethniques et politiques), autant infra-étatiques que supra-étatiques, l'ont précédé et l'ont supplanté. L'aspiration à un État séculier porteur d'institutions représentatives et d'une société civile multiethnique et multiconfessionnelle n'a pas survécu à cette période.

Dans cet ouvrage d'abord publié en 2003, Dawisha s'intéresse à cette trajectoire du nationalisme arabe en

retracant ce qui lui a permis, après de lents débuts, de parvenir à une période de triomphe au début des années 1950 avant de périlcliter. Dans un premier chapitre théorique sur le concept de nationalisme arabe, Dawisha aborde les difficultés inhérentes aux termes « arabisme », « panarabisme » et « arabisme radical » pour l'étude du nationalisme arabe. Un second chapitre aborde les premiers théoriciens du nationalisme arabe. Qu'avaient-ils en tête ? Quelles étaient leurs références ? Qui étaient-ils ? Le retour sur les premiers idéologues de ce mouvement est documenté à partir de nombreuses sources primaires. Plusieurs auteurs de l'époque voyaient notamment dans la réussite de l'unification politique de l'Allemagne en 1871, sous la poigne de la Prusse, un modèle à imiter à la grandeur du monde arabe. L'unification politique de cette aire géographique était cependant loin d'aller de soi et ce projet faisait face à des rivalités infra-étatiques et supra-étatiques de taille. L'oumma musulmane, notamment, représentait un puissant pôle d'attraction rivale.

Un troisième chapitre revient sur un élément clé de la mémoire nationaliste arabe, à savoir « la révolte arabe », de 1936 à 1939. À la lumière des développements de l'historiographie, Dawisha nuance l'hypothèse de George Antonius qui interprétait cette révolte comme une manifestation de ce nationalisme. Suit une exploration, dans le quatrième chapitre, des principales limites que rencontraient les

nationalistes avant la Seconde Guerre mondiale. L'auteur dessine une topographie des réseaux de loyauté, qui exerçaient le plus d'attraction en Égypte, en Syrie et en Irak. Qu'ils fussent confessionnels, ethniques ou tribaux, ces réseaux de communalisation furent depuis le début du 20^e siècle de puissants rivaux du nationalisme arabe. Les chapitres cinq à huit retracent la période durant laquelle le nationalisme arabe arrive à son apogée en mettant l'accent sur le déploiement de celui-ci en Égypte sous le règne de Nasser. Cette section se concentre sur la période s'échelonnant de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1958 et sur les deux pôles d'influence souvent rivaux que furent l'Égypte et l'Irak. Dans le chapitre suivant, l'auteur analyse l'apogée de ce mouvement dans la formation de la République arabe unie, formée de la Syrie et de l'Égypte en 1958, et dans la Révolution irakienne durant la même année. Les lendemains de la Révolution déchantèrent cependant rapidement. La République arabe unie cessa quant à elle d'exister dès 1961. Si le mouvement battait donc déjà de l'aile, la défaite militaire des pays arabes durant la Guerre des Six jours (1967) face à Israël accélérera inéluctablement son déclin.

L'ouvrage de Dawisha est une histoire politique et intellectuelle qui s'appuie sur un nombre substantiel de sources primaires. Il offre un récit accessible où les explications résident essentiellement dans des facteurs et des événements politiques. Il aurait cependant été intéressant que l'auteur revienne sur ce que son étude nous apprend de l'histoire et de la sociologie du nationalisme en général ; sur ce

qu'elle nous apprend également des principales hypothèses au sujet des processus politiques, économiques et culturels à travers lesquels des chercheurs ont cherché à expliquer ou rendre compte d'autres nationalismes ? Comme l'annonce son titre, l'ouvrage explique davantage l'échec du nationalisme que le succès des idéologies rivales. Que doivent retenir les chercheurs de ce domaine des spécificités de cet échec ? Un retour en conclusion sur ces questions aurait bouclé la boucle avec le premier chapitre de l'ouvrage.

Un nouveau chapitre ajouté pour la réédition de 2016 présente une fresque très sombre que Dawisha décrit à partir d'un point de vue plus personnel. Il y analyse l'actualité récente du monde arabe en revenant sur les lendemains des révoltes de 2011-2012. Il passe en revue la situation post-révolte au Yémen, en Libye, en Égypte, en Tunisie, et bien sûr en Irak et en Syrie. Il montre le fossé abyssal qui s'est creusé entre le monde qui avait été porté par les nationalismes anticoloniaux séculiers et celui du début du 21^e siècle, où ces États aux institutions dysfonctionnelles s'effondrent en emportant avec eux les espoirs portés par des acteurs de sa génération. Plus qu'un passage de l'espoir au désespoir, Dawisha cherche à témoigner de la métamorphose complète du langage politique entre ces différentes générations. Bien qu'il n'éprouve aucune nostalgie pour les régimes de Saddam Hussein ou de Kadhafi, il souligne que la reconstruction politique de ces États a été un échec. Cet ouvrage est une pièce importante dans un grand casse-tête. Dawisha nous amène aux

portes de l'enfer et il n'y voit guère d'espoir en-dehors du souvenir de trajectoires éteintes.

Frédéric-Guillaume DUFOUR
 Département de sociologie
 Université du Québec à Montréal
 Canada

The Routledge Handbook of Soft Power,

Naren CHITTY, Li Ji, Gary D.
 RAWNSLEY et Craig HAYDEN (dir.),
 2017, New York
 Routledge, 508 p.

Cet ouvrage traite des principales problématiques liées au *soft power* (appelé également « puissance douce » ou « puissance en douceur » en français). Défini au début des années 1990 par Joseph Nye comme la capacité d'atteindre les objectifs par le biais de l'attraction au lieu de la coercition, le *soft power* d'un pays est généralement basé sur la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère. Fondé principalement sur ces principaux éléments, le *soft power* permet de gagner les cœurs et les esprits par la séduction et la persuasion, à l'inverse du *hard power*, qui s'appuie plutôt sur des méthodes coercitives. L'originalité de cet ouvrage réside dans sa qualité pluridimensionnelle basée sur une lecture des volets normatifs, linguistiques et symboliques du *soft power*. À ce titre, l'ouvrage recensé apporte un nouvel éclairage critique à propos d'un concept omniprésent non seulement dans le langage du monde médiatique contemporain, mais aussi du monde universitaire.

Tout d'abord, la structure choisie par les directeurs reflète une

compréhension critique du concept de *soft power* et regroupe un grand nombre d'études de cas. Chaque section de l'ouvrage débute par une brève vue d'ensemble qui aide les lecteurs à mieux appréhender le contexte des sections et à suivre ainsi leur enchaînement.

La première partie du livre est consacrée à l'étude des questions théoriques et problèmes méthodologiques liés au *soft power*. La seconde partie présente un survol géographique enrichissant en cartographiant le *soft power* à travers les Amériques, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie.

À partir de ce squelette de l'ouvrage, certains chapitres s'avèrent plus pertinents que d'autres notamment par rapport à l'originalité de leurs approches. Par exemple, Robin Brown analyse le cas des actions culturelles extérieures françaises et allemandes sur le plan de leurs similitudes et différences vis-à-vis du *soft power*. D'après Brown, il vaut mieux considérer la place du concept d'influence dans les Relations internationales parce que le *soft power* demeure un concept assez ambigu en dépit de son attractivité dans la sphère du discours politique. De son côté, Ying Jiang souligne le rapport des médias sociaux et de la « e-diplomatie » avec le *soft power*. Ying Jiang part principalement de l'idée selon laquelle les médias sociaux constituent l'un des outils les plus dynamiques de la diplomatie publique en tant que domaine primordial du *soft power*. L'auteur offre une analyse largement cohérente en se basant sur une recherche statistique sur les diverses ambassades en Chine actives sur la Weibo, la célèbre plateforme virtuelle de ce pays. Toujours au sujet

du lien entre les médias sociaux et le *soft power*, Matthew O. Adeiza et Philip N. Howard étudient deux cas très originaux provenant de l'Afrique subsaharienne. Il s'agit de la campagne #BringBackOurGirls qui a vu le jour suite à l'enlèvement au Niger de 270 jeunes filles par le groupe terroriste islamiste Boko Haram, et de la campagne intitulée #SomeoneTellCNN, contre la représentation médiatique du Kenya par CNN, qui est apparue au moment de la visite de Barack Obama en 2015. Ces deux auteurs examinent plus spécifiquement les divers aspects de l'instrumentalisation des médias sociaux pour sensibiliser la communauté internationale aux questions locales. Parallèlement, le chapitre de Yelena Osipova élucide de façon éloquente comment la Russie adopte à sa manière les concepts de *soft power* et de diplomatie publique au sein de sa diplomatie émergente.

Le lecteur pourra cependant regretter l'absence de cohésion de certaines parties du livre. Par exemple, le contenu de la troisième section intitulée «*The Cultural Imperative*» manque de clarté et de fil conducteur. Les chapitres ne s'attardent pas directement aux rapports entre le *soft power* et le domaine culturel, comme semble l'énoncer pourtant le titre de cette section. De plus, la contribution de Zhipeng He, portant sur la diplomatie légale de la Chine, s'écarte largement du contexte thématique de cette section ainsi que du livre en général. Cela affaiblit non seulement la cohésion générale de l'ouvrage, mais tend aussi à diminuer l'intérêt des lecteurs.

En somme, cet ouvrage destiné à devenir un livre de référence se révèle

original, riche et bien structuré. Il présente une synthèse complète des enjeux conceptuels entourant le *soft power*. Les directeurs de l'ouvrage s'adressent surtout à un public déjà familier des recherches sur le *soft power* et la diplomatie publique. Cet ouvrage sera donc d'une grande utilité, surtout pour les doctorants et les chercheurs qui visent à enrichir leur bagage méthodologique et conceptuel sur ce sujet.

Cem SAVAS
 Université Galatasaray
 Turquie
 et Centre d'Études sur la Sécurité
 Internationale et les Coopération
 Européennes (CESICE)
 Université Grenoble Alpes
 France

HISTOIRE ET DIPLOMATIE

Le devoir d'insoumission, regards croisés sur l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934)

Édouard ROBERSON et Fritz CALIXTE
 (dir.), 2016, Québec
 Les Presses de l'Université Laval,
 330 p.

Le livre *Le devoir d'insoumission, regards croisés sur l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934)*, réalisé sous la direction de Roberson Édouard et Fritz Calixte, est l'aboutissement d'une réflexion entamée en 2015 au colloque «*Regards croisés sur la première occupation américaine d'Haïti (1915-1934)*» organisé par le Centre interuniversitaire d'études et de recherche sur le changement social en Haïti (CIERCSH). L'ouvrage est divisé en trois parties. Dans la première

partie, Fritz Calixte, Franklin Midy et Georges Eddy Lucien analysent les raisons profondes qui ont poussé les États-Unis et Haïti (qui pourtant avaient toutes deux adopté les idées émancipatrices de l'Europe) à se retrouver aux prises l'une avec l'autre. Franklin Midy soutient l'idée qu'à la veille du 28 juillet 1915, jour où débarquent les premiers *Marines* à Port-au-Prince, Haïti est fragilisée par des luttes politiques intestines sanglantes qui perdurent depuis la création du pays en 1804. En effet, de 1843 à 1915, 22 chefs d'États se succèdent au pouvoir, principalement par des coups militaires. À la veille de l'intervention états-unienne de 1915, le Président haïtien Vilbrun Guillaume Sam est lynché par la foule. Haïti est matériellement et *de facto* militairement en position inférieure aux États-Unis. D'ailleurs, les États-Unis s'étaient déjà investis d'une politique étrangère marquée d'un élan providentiel d'expansion au sein du continent américain et d'un devoir de police internationale.

La deuxième partie traite des diverses représentations et des effets de l'occupation américaine en Haïti, tout particulièrement par l'entremise de la littérature haïtienne. Elle s'attarde notamment sur le cheminement personnel de l'écrivain Jacques Roumain, fondateur du parti communiste haïtien, à l'égard de l'évolution de sa relation au nationalisme lors de l'occupation. D'abord investi d'un nationalisme progressiste (marqué par les revendications des masses populaires), Roumain tend graduellement à un nationalisme de classe, préparant la transition vers le marxisme.

La troisième partie met quant à elle l'emphase sur quatre études de cas illustrant l'expérience de l'insoumission dans un espace symbolique à l'égard de l'occupant américain. Cette résistance s'incarne tant par la persistance de la religion vodoue (bien que l'État haïtien pénalise lui-même le vodouisme), la mise à l'écart des politiques d'éducation de l'occupant, la naissance d'une langue clandestine afin de tromper l'occupant, que par une esthétique de la résistance incarnée par la peinture.

Ce qui fait la force de l'ensemble de ce corpus d'articles, c'est le fil conducteur fourni par l'idée que l'expérience de l'insoumission lors de l'occupation américaine est générée par un sentiment viscéral de devoir. Comme le souligne à juste titre Roberson Édouard, la notion de devoir d'insoumission a des sources philosophiques, religieuses, politiques et historiques et puise ses racines jusqu'à l'antiquité grecque. Ainsi, au-delà de l'hétérogénéité de l'ensemble des articles présentés autour de la notion de devoir d'insoumission se dégage une idée commune : le devoir d'insoumission à l'occupation américaine entre 1915 et 1934 s'exprime certes par l'aspect militaire, mais également au sein de l'élite intellectuelle et de « l'espace symbolique », incarné par la religion, l'éducation, la langue et la peinture. L'insoumission s'illustre assurément par la prise des armes lors de la révolte des *Cacos* contre l'occupant américain, entre 1917 et 1920, qui se conclut par la défaite des *Cacos*. Toutefois, la troisième partie de l'ouvrage suggère que c'est principalement au sein de la littérature et de la religion, l'éducation, la

langue et la peinture que l'insoumission se déploie en s'immisçant graduellement dans divers pans de l'espace intellectuel et symbolique haïtien. À titre d'exemple, ce n'est pas la révolte des *Cacos* qui contribue à la remise en cause de l'occupation des *Marines* en sol haïtien, mais la résistance intellectuelle haïtienne. Celle-ci en vient à atteindre les médias américains en impliquant dans la lutte la société civile et l'opposition politique américaines. En 1921 a lieu une première Commission d'enquête sur l'occupation américaine en sol haïtien, la Commission McCormick. De plus, l'idée que l'insoumission s'exprime non pas en tant que droit, mais plutôt en tant que devoir (le sentiment de «devoir» étant généré par une objection personnelle de conscience) lui confère une portée qui dépasse l'épisode circonscrit entre 1915 et 1934.

Toutefois, des correspondances entre l'épisode de l'occupation américaine d'Haïti et la situation actuelle en Haïti sont malheureusement trop peu abordées. Certains textes du livre effleurent l'idée en faisant référence à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), mais avec trop peu d'emphase. Par ailleurs, il aurait été profitable que soit présenté l'héritage, s'il en est un, de l'insoumission lors de l'occupation américaine. En effet, l'insoumission dont on traite dans l'ensemble des articles (quoique suggérant une portée dépassant l'épisode de l'occupation tel que mentionné plus haut) est circonscrite dans un cadre historique bien délimité. Il aurait été intéressant que des ponts soient faits avec l'expression de l'insoumission d'aujourd'hui. Il va sans dire que ces manques laissent le

lecteur sur sa faim. Néanmoins, en dépit de ces «absences», le corpus d'articles choisis, grâce à son originalité et à son fil conducteur, ouvre la porte à de nouvelles investigations sur la question.

Le «devoir d'insoumission» démontre, comme le souligne à juste titre Roberson Édouard, que la victoire la plus difficile à atteindre est celle que l'on remporte sur soi-même. Malgré les vicissitudes auxquelles Haïti fit face avant et pendant l'occupation américaine, les diverses expressions d'insoumission lors de l'occupation auront laissé croître de premiers germes de victoires sur «soi-même», offrant à l'avenir sa part fragile d'espoir.

Nadine BOUCHER
Département de science politique
Université Laval
Canada

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Comprendre les organisations humanitaires.

Développer les capacités ou faire survivre les organisations ?

François AUDET, 2016, *Québec*
Presses de l'Université du Québec,
240 p.

Partant de la constatation que les organisations internationales humanitaires (OIH), tant intergouvernementales que non gouvernementales, sont devenues un acteur incontournable des interventions à la suite de catastrophes naturelles ou humaines, l'auteur examine les questions de l'intérêt et de l'investissement de neuf organisations,

présentes au Canada, dans les institutions locales. Il pose aussi la question de la différence entre leurs déclarations et leurs pratiques.

L'étude tient compte de la temporalité de l'action des OIH : le court terme ou sauver des vies ; le moyen terme ou préparer la réponse aux crises et les prévenir ; et la reconstruction qui participe à l'aide au développement. Deux autres concepts s'opposent : le renforcement des capacités locales par des partenariats, ce qui peut amener les ONG locales à remplacer les ONG internationales ; et la survie institutionnelle des ONG liée à leur légitimité, à la nécessité des collectes de fonds et au marketing vis-à-vis des bailleurs de fonds.

Parmi la vingtaine d'OIH occidentales qui gèrent plus de 75 % des fonds, l'auteur en a choisi neuf pour ses recherches : CARE Canada, Caritas, Handicap International Canada, Médecins sans frontières Canada, Save the Children Canada, Oxfam Québec, Vision Mondiale, Médecins du Monde Canada et la Croix-Rouge canadienne. Ces organisations sont toutes occidentalocentriques en ayant été fondées dans les pays du Nord. Pour sa démarche, l'auteur s'est appuyé sur les documents et les *verbatim* de ses entrevues concernant les budgets, les activités, les partenariats locaux, les ressources humaines et le comportement de ces institutions. Il a utilisé la méthode qualitative de la « théorisation ancrée » pour la conceptualisation des données empiriques.

L'étude montre que l'image de marque donnée par toutes les organisations étudiées ne présente qu'un intérêt très limité pour le renforcement des

capacités locales. Dans les discours des organisations, le renforcement des capacités locales semble être un synonyme de partenariat : en fait, le but des partenariats est d'atteindre les résultats du projet pour répondre aux obligations des bailleurs de fonds, ou alors d'assurer la sécurité du personnel international avec la coopération étroite des ONG locales.

Les bailleurs de fonds exercent une double influence institutionnelle coercitive avec l'imposition de politiques de développement et avec la possession des fonds publics d'aide humanitaire. La rivalité des OIH pour obtenir ces fonds par le marketing ne contribue pas au renforcement des capacités locales, les ONG locales pouvant se transformer en rivales. Les organisations du Nord préfèrent aussi les partenaires plus faibles, faciles à contrôler.

Sur le plan interne, l'auteur note que le personnel international des OIH résiste au renforcement des capacités locales, par crainte des pertes d'emploi qui pourraient s'ensuivre. Il considère que les OIH sont des entités ayant une rationalité limitée dont les décisions vont au-delà du fonctionnalisme basé sur les besoins. Les OIH peuvent être considérées comme des entreprises privées qui évoluent dans un environnement anarchique et compétitif et qui prennent des décisions pour assurer leur survie. Il rappelle aussi les tensions et les compromis entre la base militante des membres et les bureaucrates salariés, ainsi que la dialectique, siège/terrain entre le siège social et les bureaux de pays, qui serait également présente dans les organisations des Nations Unies.

Enfin, les autres limites au renforcement des capacités locales sont l'urgence des situations nécessitant des décisions rapides concernant l'usage de ressources limitées et le manque de confiance à l'égard des institutions locales, jugées non transparentes ni compétentes.

Les OIH ont le choix (théorique) entre trois options : renforcer les capacités locales, ce qui pourrait générer de la compétition ou même les remplacer ; une approche mixte de renforcement des capacités locales et d'intervention directe en parallèle ; ne pas renforcer les capacités locales et intervenir directement. Selon l'auteur, les décisions des OIH devraient être fondées sur la complémentarité d'un choix rationnel, de compromis politiques et de contraintes bureaucratiques. Dans tous les cas, l'organisation choisira toujours l'option qui favorisera sa survie institutionnelle.

En conclusion, l'étude met en lumière le fait que la centralisation de l'aide humanitaire ne favorise pas les relations de partenariat avec les organisations locales : cette construction est à l'avantage des organisations occidentales, car elle légitime leur existence. Toutes les OIH ont des logiques similaires, indépendamment du type de gouvernance. Le changement doit venir des OIH elles-mêmes. Ces organisations donnent priorité à l'action humanitaire d'urgence qui renforce leur légitimité et protège leur survie institutionnelle, celles-ci ne manifestant qu'un intérêt limité pour le renforcement des capacités locales.

Enfin, l'auteur recommande la prudence avant de faire des généralisations ; l'étude n'a abordé que neuf

organisations et elle s'est surtout concentrée sur les dynamiques et logiques bureaucratiques en excluant les paramètres historiques et les relations de pouvoir Nord-Sud.

Tenant compte de ces limites et des pistes soulevées, on pourrait souhaiter la réalisation de nouvelles études qui incluraient les autres acteurs humanitaires globaux, les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les institutions philanthropiques, et qui exploreraient la question de leur responsabilité principale ou secondaire dans le renforcement des capacités locales.

Le cadre théorique et la méthodologie de l'étude sont de qualité. L'examen de chacune des neuf organisations offre des éléments importants sur leur mode de fonctionnement, bien que cela soit parfois répétitif et qu'il y ait des termes réservés aux spécialistes.

Yves BEIGBEDER

*Ancien administrateur à l'OMS, auteur
France*

L'Organisation de coopération de Shanghai et la construction de la «Nouvelle Asie»

*Pierre CHABAL (dir.), 2016, Bruxelles
Peter Lang, 488 p.*

La réémergence de la Chine comme grande puissance mondiale est l'un des faits les plus extraordinaires des trente dernières années. Ce livre traite précisément du rôle contemporain de la Chine en Asie-Pacifique et en Asie centrale, prenant en tant qu'axe d'action politique et économique l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). L'ouvrage est divisé en deux

parties ; la première contient 23 chapitres où sont analysés le rôle et l'impact régional de l'OCS et des pays qui la composent, selon leur statut dans l'Organisation. La deuxième partie, composée de quatre chapitres, aborde les caractéristiques des relations diplomatiques entre les membres, ainsi que les programmes de coopération et d'institutionnalisation de l'organisation.

Cet ouvrage est une réflexion sur l'importance d'une institutionnalisation multilatérale et sur l'intégration à travers la coopération. L'OCS rassemble le « cœur » de l'Asie centrale cinq nouvelles républiques indépendantes – Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan – ainsi que de grands acteurs contemporains, à savoir la Chine à l'est, la Russie au nord, l'Inde au sud, l'Iran et la Turquie, voire une partie du Moyen-Orient, à l'ouest.

L'OCS a été créée en 2001. Héritière du « Groupe de Shanghai » fondé en 1996, elle est perçue comme contribuant à la construction d'une région au lourd passé de conflits et de tensions d'origines et de nature diverses.

Selon Chabal, l'OCS représentait un effort de structurer la nouvelle Asie à la fin de la guerre froide. Les transitions économiques réussies après la crise de 1997, les bouleversements dans le domaine nucléaire après les essais indiens et pakistanais de 1998 et le programme iranien exigeaient aussi une structure de cette sorte. Les conflits en Afghanistan et des conflits internes (1992-1997) au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Kirghizstan auraient été apaisés par cette nouvelle organisation. L'Asie centrale, le cœur et la raison

d'être de l'OCS, se situe aussi à la croisée des intérêts stratégiques des puissances mondiales. En ce sens, « si le 21^e siècle doit être *régional*, il sera en grande partie centre-asiatique ».

Au-delà des différends et des conflits qui ont construit l'histoire de la région jusqu'à la fin de la guerre froide, l'OCS apparaît comme le partenaire grâce auquel la coopération devient possible entre ces États nations, indépendamment de leur état d'achèvement, et comme un espace régional de coopération où les petits et les grands États pourraient partager la puissance militaire et stratégique de la Russie ou la puissance économique de la Chine. Cependant, la charte de 2002, qui enjoint à ses membres de développer leurs interrelations, tend à renforcer la position des grands dans la mesure où ils ont plus de ressources et de capacités pour faire basculer les équilibres en leur faveur.

Les intérêts des États à intégrer l'OCS sont très divers : acquérir la liberté diplomatique pour la Mongolie, assurer son approvisionnement en énergie pour l'Inde, sortir de l'isolement ouest-asiatique pour l'Iran et, pour tous, favoriser une situation de pragmatisme vis-à-vis des grands voisins (Inde, Chine, Russie). Le Pakistan, quant à lui, veut maintenir la coopération sino-russe en acceptant les défis qu'impose la concurrence pour l'influence régionale, une dimension sectorielle subsumant les tensions régionales derrière un intérêt commun.

L'objectif de l'OCS est le multilatéralisme régional. Malgré cela persiste le bilatéralisme, dont l'énergie est l'un des axes majeurs. Ainsi, le thème énergétique révèle le vrai dessein et la

vraie nature de l'OCS. Mais ce qui importe le plus, c'est l'impact sur la sécurité mondiale, car dans cette région du monde convergent cinq des neuf pays détenteurs de l'arme nucléaire.

Quelques réflexions permettent une synthèse des contributions des auteurs. Tout d'abord, l'OCS montre que la construction de régions dans le monde reste la plus grande dynamique d'attraction sur des pays qui font partie d'un même espace géographique.

La présence d'acteurs si distincts et divers dans leurs dimensions, ressources, capacités et potentialités rend nécessaire le consensus lors de la prise de décisions au sein de l'Organisation. Aucun transfert de souveraineté ou de compétence n'est envisageable, contrairement aux tendances intégrationnistes ou fédéralistes de plusieurs organisations internationales à l'ouest de l'Oural. Mais, d'après Chabal, l'OCS a su évoluer, en neuf ans, grâce à un raisonnement ambitieux : transformer la stabilisation des frontières en échanges transfrontaliers, évoluer vers une régionalisation capable de structurer les visions communes des enjeux, des dangers et des moyens d'y faire face. Il convient de souligner que la coopération a pacifié cette région qui n'a plus connu ni guerres, ni tensions militaires sérieuses, ni aucune instabilité réelle lors des vingt dernières années.

Pour cela, les relations entre l'OCS et la CICA (Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie) sont fondamentales, car elles ont permis la création de relations nouvelles au plan qualitatif, c'est-à-dire au niveau de la coopération économique et de la sécurité militaro-politique.

Certains auteurs adoptent des approches pessimistes, en particulier envers la Chine, ce qui est un paradoxe en soi : bien que la Chine ait été le principal mentor de l'OCS, elle est perçue comme une grande puissance aux aspirations hégémoniques.

Le livre est important par deux aspects principaux. D'une part, il offre à l'Occident un regard sur les intérêts des pays de cet espace géographique envers leur environnement immédiat. D'autre part, il fournit une information succincte et à jour sur la situation de chaque pays membre de l'OCS qui englobe l'Asie centrale et l'Asie-Pacifique. Il nous offre ainsi une vue d'ensemble sur une organisation régionale peu connue.

Raúl BERNAL-MEZA
Universidad Arturo Prat
Chili

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Dictionnaire mondial des opérations de paix, 1948-2016

Jocelyn COULON et Michel LIÉGEOIS,
2016, Outremont
Athéna Editions, 319 p.

Issu des travaux du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix créé en 2005, dont l'objectif est de diffuser électroniquement, en français, un maximum de renseignements sur celles-ci, ce dictionnaire se présente cette fois sous forme papier et traite des 187 opérations recensées jusqu'en novembre 2015. L'exercice réalisé par les auteurs et par d'autres

collaborateurs a consisté à identifier les interventions internationales correspondant à ces opérations, à présenter l'historique de leur création et de leurs actions et à dresser la liste des dirigeants et des pays qui ont contribué aux opérations en envoyant du personnel.

L'examen de ces « fiches » est facilité par un avant-propos et une introduction exposant les grandes tendances historiques et thématiques de ces opérations qui furent, jusqu'en 1989, peu nombreuses. La fin de la guerre froide, les recompositions des frontières et les conflits identitaires allaient faire augmenter considérablement les interventions onusiennes et autres : 160 opérations au cours des 25 dernières années. Pour les auteurs tout comme pour les études qu'ils citent, les opérations de paix sont devenues populaires parce qu'elles produisent des résultats positifs mesurables et quantifiables, bien qu'il faille probablement nuancer cette affirmation selon les missions.

L'ouvrage est structuré de manière intelligible avec un petit chapitre intitulé « Comment lire le Dictionnaire ». Nous pouvons y trouver une méthode de recherche thématique (opération et mandat, contribution, biographies, doctrines, acronymes) mais aussi, en préambule, quatre sections spécifiques à savoir, *primo*, une analyse sur les conditions dans lesquelles les premières opérations ont vu le jour, *secundo*, les caractéristiques spécifiques des activités associées à l'outil militaire, *tertio*, les tensions doctrinales faisant naître bien des débats dans le monde politique et universitaire

et, enfin, la section abordant la question de l'évaluation et de la mesure de leur utilité.

L'index n'est pas utile dès lors que la recherche d'une opération passe par des renvois à des chapitres spécifiques : acronymes de mission, pays concernés (contributeurs ou pays « hôte ») et nom des personnalités avec une petite biographie (chefs de mission, commandant de la force, commissaire de police, chef des observateurs, représentant spécial, etc.). Relevons que pour Michel Liégeois, la sélection des opérations passe par la mise en évidence des trois grands principes onusiens du maintien de la paix que sont le cessez-le-feu, le consentement des parties et l'impartialité. Dès lors, il peut être utile de reprendre sa définition, à savoir qu'une opération de paix est « une intervention multinationale revêtue de la légitimité internationale, visant à prévenir un conflit ou à rétablir, maintenir, stabiliser, consolider ou imposer la paix par le déploiement de personnel militaire, policier ou civil ».

Plus spécifiquement, cet exercice réalisé autour d'une analyse synthétique sur les opérations de paix dans le paysage international contemporain est des plus utiles. Il permet de saisir l'évolution du concept depuis sa « pré-histoire » avec la Société des Nations jusqu'aux derniers développements en République centrafricaine, en passant par la résolution 377 de l'ONU (résolution Dean Acheson du 3 novembre 1950), où l'Assemblée générale contournait de possibles *veto* du Conseil de sécurité, l'apparition des

premiers casques bleus en 1956 (Suez), l'Agenda pour la paix (1992) ou le Rapport Brahimi (2000).

Les auteurs montrent clairement combien l'apparition des missions et leurs développements doivent être analysés en tenant compte du contexte historique, de la position des États et du rôle essentiel de certaines personnalités qui furent les pères fondateurs du maintien de la paix. De même, ils explicitent le passage des missions d'observation aux stratégies d'interposition armée, ainsi que l'apparition des quatre piliers sur lesquels reposent les opérations de maintien de la paix de l'ONU : diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix et consolidation de la paix. Il est aussi question de définir les opérations de « deuxième génération » post-guerre froide qui se caractérisent par leur multidimensionnalité et la prédominance des activités civiles et de reconstruction. Il s'agit alors d'activités de relance économique, juridique et humanitaire sur fond de désarmement et de réintégration des anciens combattants. Mais ces nouveaux environnements sécuritaires imposent souvent de modifier les règles d'engagement et de mieux protéger les casques bleus, en raison des tensions communautaires et identitaires sous-jacentes, des cessez-le-feu instables et imprévisibles et des États faillis. Les événements de Bosnie-Herzégovine, avec la FORPRONU, et de Somalie (ONUSOM I et II) sont là pour nous le rappeler ; dans ces lieux, les casques bleus subirent les effets de la poursuite des hostilités.

En conséquence, l'ONU et les États s'accordèrent dans l'esprit du rapport Brahimi pour redéfinir les

priorités des opérations de paix, tenter de mieux équiper les forces, mettre en œuvre des mandats « clairs, crédibles et réalistes », tout en cherchant à améliorer les capacités de déploiement rapide. Nous pûmes aussi constater quelques années plus tard cet effort de rationalisation et de professionnalisation du maintien de la paix par de nouvelles mesures : accroissement des fonds disponibles, restructuration du Département des opérations (DOMP), création d'une cellule de planification. C'est ce Département qui produisit une doctrine du maintien de la paix (doctrine Capstone) différenciant le maintien de la paix robuste (consentement des parties) et l'imposition de la paix (sans consentement), l'ONU étant concernée par la première catégorie. Les auteurs mettent également en avant les contraintes et les problèmes spécifiques à ces opérations à l'heure actuelle : complexité de la prévention des conflits, dimension régionale des crises, lenteur bureaucratique, prise d'initiatives sur le terrain, recrutement et financement, communication avec les populations locales, facteurs socio-culturels sur le terrain, place du « genre », spécialisation et entraînement des troupes, soutien logistique, expertise et recrutement local.

L'ouvrage nous décrit aussi les principes structurants du maintien de la paix et la culture onusienne des opérations de maintien de la paix dont les objectifs, au final, restent la réduction de la violence, l'endiguement du conflit et son règlement. Il nous permet également d'approcher de manière brillante la question des différentes modalités opérationnelles des opérations de maintien de la paix et surtout de mieux appréhender la

complexité des outils d'évaluation des opérations en termes de pertinence et d'efficacité.

Assurément, ce dictionnaire de référence est très pratique par la richesse exhaustive des missions et opérations de maintien de la paix, mais il constitue aussi une excellente introduction à la problématique par une analyse dense et claire des dilemmes qui leur sont associés.

André DUMOULIN
*Institut royal supérieur de défense
 et Université de Liège
 Belgique*

The Battle for Syria : International Rivalry in the New Middle East

*Christopher PHILLIPS, 2016,
 New Haven
 Yale University Press, 320 p.*

Le nouvel ouvrage de Christopher Phillips, chercheur associé à la Chatham House de Londres, annonce un projet ambitieux : offrir, à partir d'une matrice synoptique, une première synthèse de la genèse et de l'évolution de la guerre civile en Syrie. S'il existe déjà une abondante littérature sur ce que l'auteur nomme « la plus grande catastrophe humaine du 21^e siècle », cette monographie entend dépasser l'habituelle dimension locale ou régionale en resituant le drame syrien dans son contexte historique plus global, marqué par des rivalités acérées et multiformes sur la scène mondiale, dont les conséquences se révèlent à bien des égards funestes.

La charge passionnelle d'un tel sujet d'actualité contribue généralement à brouiller l'analyse académique

des forces diplomatiques ou militaires en présence. Évitant cet écueil, Phillips réussit à livrer, en dix chapitres bien sentis, un ouvrage grand public qui évite le double piège de l'affect et du parti pris. Ce faisant, cet essai se distingue par la modération de son propos, une connaissance particulièrement fine de son objet d'étude et une prise en compte systématique des enjeux géopolitiques fluctuants des six protagonistes majeurs du conflit en cours en Syrie, soit la Turquie, l'Iran, l'Arabie saoudite, le Qatar, les États-Unis et la Fédération de Russie.

Les assertions que suggère cette somme sont multiples : nous en retiendrons trois qui parcourent l'ouvrage dans son ensemble. Il s'agit dans un premier temps pour l'auteur de démontrer que la question syrienne s'était internationalisée avant même les balbutiements de la guerre civile dans ce pays. Cette thèse principale est amplement étayée par la mise en évidence des jeux d'alliance croisés, des tentatives de séduction et des divers moyens de pression déployés par l'ensemble des six États que nous venons de mentionner et que Phillips désigne comme les co-instigateurs du conflit actuel en Syrie. Pour ne citer qu'un exemple, les dirigeants qataris et iraniens avaient chacun proposé à leurs homologues syriens, dès avant le déclenchement de l'insurrection en 2011, un rapprochement stratégique de leurs intérêts énergétiques, avec deux projets alternatifs de gazoducs reliant, pour le premier, le golfe Persique à un relais portuaire turc via la Syrie, et pour le second, la mer Caspienne à une installation côtière syrienne. Selon l'auteur, les rivalités hégémoniques régionales déjà manifestes entre l'Iran et l'Arabie saoudite

ont en outre exacerbé les clivages antagoniques de ces deux acteurs autour de l'enjeu syrien.

L'auteur prend également soin d'étudier de façon circonstanciée les nombreuses impasses stratégiques et les perceptions erronées de l'ensemble des belligérants : un cruel manque de connaissance des spécificités du terrain syrien, l'absence sur place de relais humains et institutionnels de substitution, le discrédit systématique des mises en garde formulées par le personnel diplomatique quant à la prépondérance du régime syrien et la croyance « quasi religieuse » en une destitution rapide de Bachar el-Assad ont gravement altéré le discernement des dirigeants du camp « anti-Assad ». De leur côté, la Russie et l'Iran se sont largement fourvoyés en se persuadant de l'imminence d'une intervention militaire américaine calquée sur les précédents irakiens et libyens – après l'édiction de la fameuse ligne rouge par le président américain Barack Obama puis sa violation par le régime en place – et en sous-estimant la ténacité et le retentissement populaire de l'État islamique. Sous la férule du général iranien Qassem Soleimani, la présence importante sur le territoire syrien des forces armées iraniennes a été ressentie par de nombreux Syriens comme une occupation étrangère, tous camps confondus.

Enfin émerge avec force la question de la complexité patente du conflit syrien que Phillips souligne en toute lucidité. Le lecteur avisé retiendra plus singulièrement la versatilité des alliances et la difficulté connexe des interlocuteurs américains et russes d'influencer leurs alliés régionaux respectifs lors des différents cycles de

négociations tenus à Genève et à Vienne pour le règlement de la crise politique en Syrie. En dépit du soutien de la Fédération russe, la participation controversée de l'Iran à ces pourparlers de paix n'a, par exemple, été acquise qu'en octobre 2015, alors que Téhéran exerce depuis longtemps une prépondérance certaine sur son allié syrien. D'autre part, les basculements tactiques à répétition de certains rebelles et de leurs alliés – tantôt en faveur des franges les plus radicales et violentes de l'opposition au régime de Bachar el-Assad, tantôt vers les forces légitimistes du gouvernement syrien – plaident contre toute considération dualiste et statique du conflit syrien.

S'appuyant principalement sur une imposante série d'entretiens avec des acteurs de premier plan liés au conflit, l'ouvrage de Christopher Phillips propose le meilleur et le pire d'une approche, plutôt fréquente dans le milieu anglo-saxon, qui mélange démarche scientifique et journalisme d'investigation. On y trouvera ainsi des informations récentes, concises et parfois percutantes, mais aussi des généralités convenues, fondées sur des postures officielles et des discours autorisés. L'affirmation, malheureusement habituelle, selon laquelle l'intervention militaire russe en Syrie aurait permis à Vladimir Poutine d'occulter ses déboires en Ukraine est spéieuse puisqu'elle tend à masquer le rôle pourtant central qu'aura joué la lutte contre le terrorisme dans l'élaboration et la gestion de l'opération en Syrie.

Bien que l'absence de conclusion solide à forte dimension prospective laisse quelque peu le lecteur sur sa faim, cet ouvrage surprend positivement par

son exhaustivité dont l'utilité première est d'offrir des clés de compréhension précieuses de la chaîne des causalités apparentes. C'est d'ailleurs là que se situe la véritable valeur ajoutée de cette étude minutieuse, laquelle est appelée à devenir une référence essentielle pour mieux appréhender la conflagration internationale qui s'opère sous nos yeux en Syrie.

Erik BURGOS
Université du Québec à Montréal
Canada

Securitizing Global Warming : A Climate of Complexity

Delf ROTHE, 2015, New York
Routledge, 231 p.

Chercheur postdoctorant à l'Institute of Peace Research and Security Policy de l'Université de Hambourg, Delf Rothe nous offre avec son ouvrage un condensé de sa recherche doctorale consacrée aux questions de sécurité qu'implique le changement climatique. *Securitizing Global Warming : A Climate of Complexity* apporte sa pierre à l'édifice des études relatives aux questions de sécurité en abordant le thème éminemment actuel de l'environnement.

Rothe entreprend d'expliquer les fondements des implications sécuritaires du réchauffement climatique. Pour ce faire, il adopte une approche poststructuraliste en vue de remédier à ce qu'il considère comme une fausse dichotomie entre le discours et la pratique. Sur le plan méthodologique, l'auteur entreprend la tâche difficile de présenter les résultats de ses recherches obtenus par méthode rétroductive. Il

s'agit d'une méthode dans laquelle l'étude approfondie d'un sujet se construit sur des aller-retours constants entre les éléments de comparaison et le développement théorique qui forment un processus de recherche circulaire.

L'introduction et la conclusion de l'ouvrage, denses mais néanmoins complètes, permettent au lecteur de saisir l'essentiel du contenu de manière claire et précise. Par ailleurs, dans le corps de l'ouvrage, Rothe analyse minutieusement les théories de la sécurité et du processus de sécurisation. Après avoir défini le cadre théorique de sa démarche, il compare les différents niveaux politiques – international, régional et national – dans lesquels le processus de sécurisation s'applique au cas complexe du changement climatique.

Dans un premier chapitre, l'auteur met en évidence le double paradoxe auquel la théorie de la sécurité traditionnelle se trouve confrontée lorsqu'elle est appliquée au cas du changement climatique. Premièrement, pour quelle raison le changement climatique est-il considéré comme une question de sécurité alors que ses implications sécuritaires n'ont pas de réels fondements scientifiques ? Deuxièmement, pourquoi ce changement de discours n'a-t-il pas donné lieu à la mise en place de mesures exceptionnelles ? Bien que la définition utilisée par l'École de Copenhague, voulant que la sécurité soit comprise comme la construction sociale d'une réalité particulière à l'aide d'un acte de langage, puisse expliquer le premier paradoxe, elle peine à répondre au deuxième. Rothe tente donc d'élucider celui-ci dans les chapitres suivants.

En quête d'un cadre théorique, l'auteur reprend dans le deuxième chapitre les critiques adressées à l'École de Copenhague, qui trouvent écho dans le cas des questions de sécurité relatives au changement climatique. En cherchant dans un premier temps une alternative, l'auteur se tourne vers l'École de Paris et son approche sociologique. Il revient finalement vers l'École de Copenhague en proposant d'adapter son approche aux critiques émises à son encontre. Enfin, puisant dans les théories de Foucault, Rothe consacre le chapitre trois à l'élaboration d'une théorie poststructuraliste exhaustive des questions de sécurité.

Le quatrième chapitre propose une analyse historique des liens entre le changement climatique et le discours sécuritaire. L'auteur y aborde d'abord l'élargissement de la notion de sécurité et ensuite les conséquences de cette évolution dans le cas du discours sur la sécurité environnementale. De manière à donner aux lecteurs les outils d'analyse indispensables pour comprendre l'application de son cadre théorique à sa recherche empirique, Rothe analyse également en détail les métaphores à caractère belliqueux (*the warming war*) ou topologique (*the tipping point*) en parlant du réchauffement de 2 °C par an, par exemple, qui constituent le point de départ d'une spécification plus approfondie de la menace du changement climatique par les acteurs du discours de la sécurité.

Les chapitres suivants abordent trois études de cas qui se caractérisent par des niveaux d'analyse différents. En commençant par la scène internationale, Rothe révèle la structuration discursive de la sécurité climatique.

Il retrace l'émergence de coalitions discursives, faisant référence à des groupes d'acteurs ayant des positions différentes sur le sujet et qui partagent pourtant des scénarios et des récits semblables, tels que les représentants d'instances officielles. L'auteur insiste également sur l'importance des acteurs non étatiques dans ce processus : organisations intergouvernementales, *think tanks*, ONG ou encore chercheurs universitaires. Dans la deuxième étude de cas, l'auteur se penche sur la dissémination de ces coalitions de discours relatives à la sécurité climatique dans le cas de l'Union européenne (UE) et de la Méditerranée. Rothe y analyse l'impact des questions de sécurité relatives au changement climatique sur les politiques de développement de l'UE. Il attire aussi l'attention sur les notions d'exportation et de traduction des questions de sécurité à travers lesquelles l'UE exporte sa logique de sécurisation du climat chez ses partenaires méditerranéens, et met en place dans la région des processus qui réarticulent les autres discours politiques autour de la question du changement climatique et des enjeux de sécurité en lien avec cette dernière. Enfin, dans une dernière étude de cas, Rothe analyse les différentes formes d'institutionnalisation et d'implications politiques des questions de sécurité relatives au changement climatique au Royaume-Uni. Ces trois études de cas permettent à l'auteur de répondre au double paradoxe initial et de mettre en évidence l'existence de différentes logiques non exclusives portant sur la sécurité.

En conclusion, *Securitizing Global Warming: A climate of complexity* permet de déconstruire deux

problématiques. Premièrement, celle de l'antagonisme entre l'École de Copenhague, focalisée sur le discours, et l'École de Paris, caractérisée par son approche sociologique ; et deuxièmement, celle de l'antagonisme entre sécurité et risque, ce qui alimente le débat théorique entre sécurité, risque et résilience. L'ouvrage permet également de rendre accessible une série de notions indispensables à l'étude revisitée du processus de sécurisation.

En combinant une minutieuse analyse du discours synchronique et une perspective d'analyse théorique moins restreinte, Rothe propose une approche novatrice parce que plus exhaustive de la question du changement climatique et du discours sécuritaire qui l'accompagne. Cet ouvrage s'adressera à tout étudiant ou chercheur en Relations internationales s'intéressant aux études critiques de la sécurité.

Maureen WALSCHOT
*Centre d'étude des crises
 et des conflits internationaux
 Université catholique de Louvain
 Belgique*

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Russie : les enjeux du retour au Moyen-Orient

Igor DELANOË, 2016, *Moscou*
*L'inventaire, Observatoire
 franco-russe, 126 p.*

Hélène Carrère d'Encausse nous avait déjà gratifiés en 1976 d'une première monographie mémorable sur la politique soviétique au Moyen-Orient.

Quelque quarante ans plus tard, Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe de Moscou, entend reconduire cette exploration, en focalisant l'attention sur le cadre postsoviétique. La gageure est ambitieuse, mais surtout bienvenue. Ambitieuse, parce que cet opuscule paraît à un moment où les questions liées aux vellétés russes dans l'espace moyen-oriental sont posées avec une acuité renouvelée sur la scène internationale. Bienvenue, parce que l'ouvrage proposé contribue à combler un certain angle mort de la recherche francophone – laquelle s'est largement désintéressée de cette thématique depuis la chute de l'Union soviétique, hormis dans sa dimension sécuritaire.

À la décharge de cette désaffection académique, il faut reconnaître avec l'auteur la relative « mise en sommeil » (page 7) des intérêts du Kremlin au Moyen-Orient durant les premières années d'existence de la Fédération de Russie, trop accaparée par son désir spontané de rapprochement avec l'Occident. Cette orientation n'empêchera toutefois pas les diplomates russes de nouer des partenariats économiques dits « pragmatiques » (avec la Turquie, l'Iran, l'Égypte ou Israël) et de s'immiscer de façon proactive dans les nombreuses crises qui traversent invariablement cette région. Pour Delanoë, ce réinvestissement postsoviétique serait en vérité motivé par « un objectif de puissance qui dépasse le cadre strictement moyen-oriental » (page 11). Cette thèse est habilement étayée par la mise en évidence, en quatre chapitres successifs, des principaux déterminants géopolitiques de la présence russe au Moyen-Orient.

Le premier chapitre met en relief la prégnance de l'économisation de la politique étrangère de la Russie. Ce phénomène se distingue, entre autres, par une ardente promotion du milieu entrepreneurial au plus haut niveau de l'État russe. Si, pour l'auteur, de fréquents déplacements présidentiels ont permis un développement considérable des relations économiques de la Russie avec les pays de la région, des contraintes endogènes et exogènes persistantes entravent un saut qualitatif. Pour ne citer qu'un exemple, le financement par la société russe Rosatom de projets de centrales nucléaires en Turquie, en Égypte et en Jordanie risque d'asphyxier, à l'interne, la trésorerie du groupe et partant, d'échancrer sa crédibilité. À l'externe, les nombreuses crispations autour de la guerre en Syrie, de la relation avec l'Iran ou autour de la fixation des prix des hydrocarbures paralysent l'acquisition de nouvelles parts de marché dans le secteur du nucléaire civil avec l'Arabie saoudite et les autres pays du Golfe.

La seconde partie du livre aborde plus spécifiquement la question de l'immixtion russe dans les affaires régionales, à travers l'analyse de la posture russe vis-à-vis du conflit israélo-palestinien, face aux Printemps arabes et lors de la crise libyenne. À contre-courant des discours interventionnistes visant à renverser les régimes, le Kremlin s'est fait le chantre de la défense d'un ordre mondial polycentrique dans lequel Moscou aspirerait à jouer un rôle de premier plan, y compris celui de garant de la sécurité et des souverainetés au Moyen-Orient. Sa capacité à instaurer un dialogue multidimensionnel avec l'ensemble

des protagonistes régionaux place assurément les Russes en position privilégiée de médiateur. Cette inclination n'est cependant pas exempte de contradictions que relève pertinemment l'auteur : la méfiance générale de la classe politique et de l'opinion publique israélienne envers Moscou, ou encore la difficile gestion russe du facteur religieux entre protection des communautés chrétiennes d'Orient et musulmanes de Russie.

Delanoë se penche, dans le troisième chapitre, sur le cas surmédiatisé de l'intervention militaire russe en Syrie qu'il définit comme un « moment russe » et qu'il motive par une sorte d'alignement d'intérêts conjugué à un contexte stratégique favorable. L'étouffement de l'imbroglio ukrainien, mais également la sauvegarde d'un État laïque en Syrie, le maintien des infrastructures navales de l'unique base méditerranéenne à Tartous ainsi que l'opportunité d'une « vitrine militaire pour le complexe militaro-industriel russe » composent les soutènements du soutien armé de la Russie au pouvoir syrien.

Une dernière section interroge la vocation sécuritaire de la Russie sur la scène moyen-orientale. L'auteur dresse, à l'aune des plus récents développements bilatéraux, un portrait circonstancié et tout en nuances des succès et écueils actuels de la diplomatie russe au Moyen-Orient, en ciblant à brûle-pourpoint la nécessité d'une stratégie régionale comme adjuvant à l'action diplomatique. Les liens avec les partenaires régionaux sont tour à tour scrutés au regard de la méfiance, des réserves, mais aussi des opportunités qui seraient de nature à miner ou à

consolider les intérêts multisectoriels de la Russie au Moyen-Orient. L'auteur ouvre, en conclusion, une discussion constructive sur l'opportunité de l'édification d'une nouvelle architecture de sécurité régionale, conjointement cautionnée par la Russie et les États-Unis, qui aurait pour vocation de maintenir et de préserver la paix dans la région.

L'apport essentiel de cette étude très succincte est sa portée empirique. La diversité des sources mobilisées et des angles d'analyse ainsi que la primeur du propos pallient un vide monographique évident – et l'on ne peut que se féliciter de cette amorce. La clarté de l'exposé et l'intérêt d'une démonstration stimulante n'en laissent pas moins quelques regrets au spécialiste, comme l'absence d'un chapitre traitant spécifiquement de l'héritage politique de l'ex-premier ministre Evgueny Primakov ou de la rivalité balbutiante avec la Chine. Restons honnêtes : le format de la collection dans laquelle s'insère l'essai ne s'y prêtait guère. *Russie : les enjeux du retour au Moyen-Orient* a toutefois le grand mérite d'offrir en un nombre ramassé de pages une lisibilité salutaire sur une politique étrangère souvent perçue comme complexe, nébuleuse, voire paradoxale.

Erik BURGOS
Université du Québec à Montréal (UQAM)
Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS EUROPE

La construction européenne contribue-t-elle à la paix ?

René SCHWOK, 2016, Lausanne
Presses polytechniques et
universitaires romandes, 133 p.

La construction européenne contribue-t-elle à la paix ? Pour répondre à cette question, l'auteur compare les discours antagonistes des européistes et des eurosceptiques et il les analyse de manière didactique, dans le but de dégager une « position médiane » afin que chacun se forge une opinion éclairée. Outre la fluidité et la clarté de cette démarche, le lecteur appréciera les définitions et clarifications des concepts employés, au premier rang desquels la paix. En effet, la notion même de paix est appréhendée différemment selon les courants. À l'heure du regain protectionniste et du retour des murs, ce petit livre explique et démontre l'intérêt d'une union d'États soucieux de préserver la paix et de « démonétiser » les nationalismes.

Les disciplines de la science politique et des Relations internationales ne sont pas oubliées et chacune des visions est mise en perspective avec les théories réaliste, fonctionnaliste, libérale, etc., offrant ainsi au lecteur une grille de repères scientifiques. Un détour par les facteurs économiques de la construction européenne met également en exergue « le lien dialectique » entre coopération économique et paix. C'est l'occasion de rappeler que les européistes ne sont pas des utopistes, car ils n'oublient pas que la volonté de

faire l'Europe participe aussi de celle de lui faire retrouver sa place sur la scène mondiale et dans l'économie globale. Ils sont réalistes, mais promeuvent des méthodes d'intégration différentes de celles des sceptiques. Aspirations généreuses et ambitions iréniques, calculs économiques et considérations géopolitiques, la réponse est sans doute dans la prise de conscience que l'UE est l'œuvre d'hommes d'État dont les motivations sont complexes.

La structure de l'ouvrage permet de puiser facilement l'information, tandis que le lecteur pressé et déjà informé pourra se rendre directement aux pages de synthèse qui ont le mérite de faire le bilan des succès et des échecs de la construction européenne, ramenés au prisme de l'actualité. Des questions émergent ainsi à la faveur d'une lecture stimulante : pourquoi la « routinisation de la concertation » n'a-t-elle pas autant de succès lorsqu'elle est mise en œuvre hors de l'UE, dans les Balkans par exemple ? Pourquoi la présence de troupes américaines, hier facteur de stabilisation, a-t-elle aujourd'hui perdu son effet pacificateur ?

Après deux chapitres consacrés aux fondamentaux, l'auteur se penche sur la dynamique d'ouverture de l'Europe, et c'est là que le titre prend toute sa pertinence. Les élargissements ont-ils été motivés par un désir de paix et ont-ils contribué à la stabilisation du continent ? Les stratégies communautaires déployées dans son voisinage favorisent-elles la paix et la stabilité ? Car la construction européenne, c'est aussi l'intégration de nouveaux membres et la prise en compte de son

étranger proche. Même si l'Europe à 28 subit de nombreuses critiques, rappeler les enjeux des élargissements successifs est salubre. Le tableau reste succinct (sur le litige frontalier de la baie de Piran ou la présence européenne au Kosovo, par exemple), sans doute en raison de la contrainte imposée par le petit format, mais les pistes sont ouvertes. Même bémol quant à la dimension technocratique de l'UE. Facteur d'intégration politique ou d'érosion démocratique, elle participe au développement d'une « communauté épistémique », volet qui mériterait quelques références bibliographiques (en particulier à l'œuvre de Peter Haas), car il s'agit là d'un sujet clé des études démocratiques.

Mais l'auteur préfère s'attarder sur les différents atouts de l'UE en matière de paix, sur sa politique de voisinage au sud et à l'est, ainsi que sur les thématiques de puissance civile, normative et douce. Si cette dimension suscite le débat, l'auteur se permet à raison un peu d'uchronie : que seraient les pays d'Europe centrale et orientale s'ils n'avaient adhéré à l'UE et que seraient les Balkans sans perspective européenne ? Surtout, dans un monde globalisé, quel État membre pourrait assurer le rôle, si imparfait qu'il soit, que tient l'UE dans son voisinage ?

Parfait petit manuel pour l'étudiant qui souhaite commencer ses recherches et poursuivra ses lectures en utilisant une bibliographie bienvenue, le livre favorise ainsi les questionnements. Il donne une vision d'ensemble à qui souhaite rafraîchir ses connaissances et les actualiser, mais aussi à qui cherche des réponses face aux

événements qui se précipitent ces dernières années : le retrait du Royaume-Uni ou « Brexit », la tentation populiste, les revendications séparatistes, la reconstruction des frontières.

Odile PERROT
*Réseau de recherche
sur les opérations de paix
Université de Montréal
Canada*